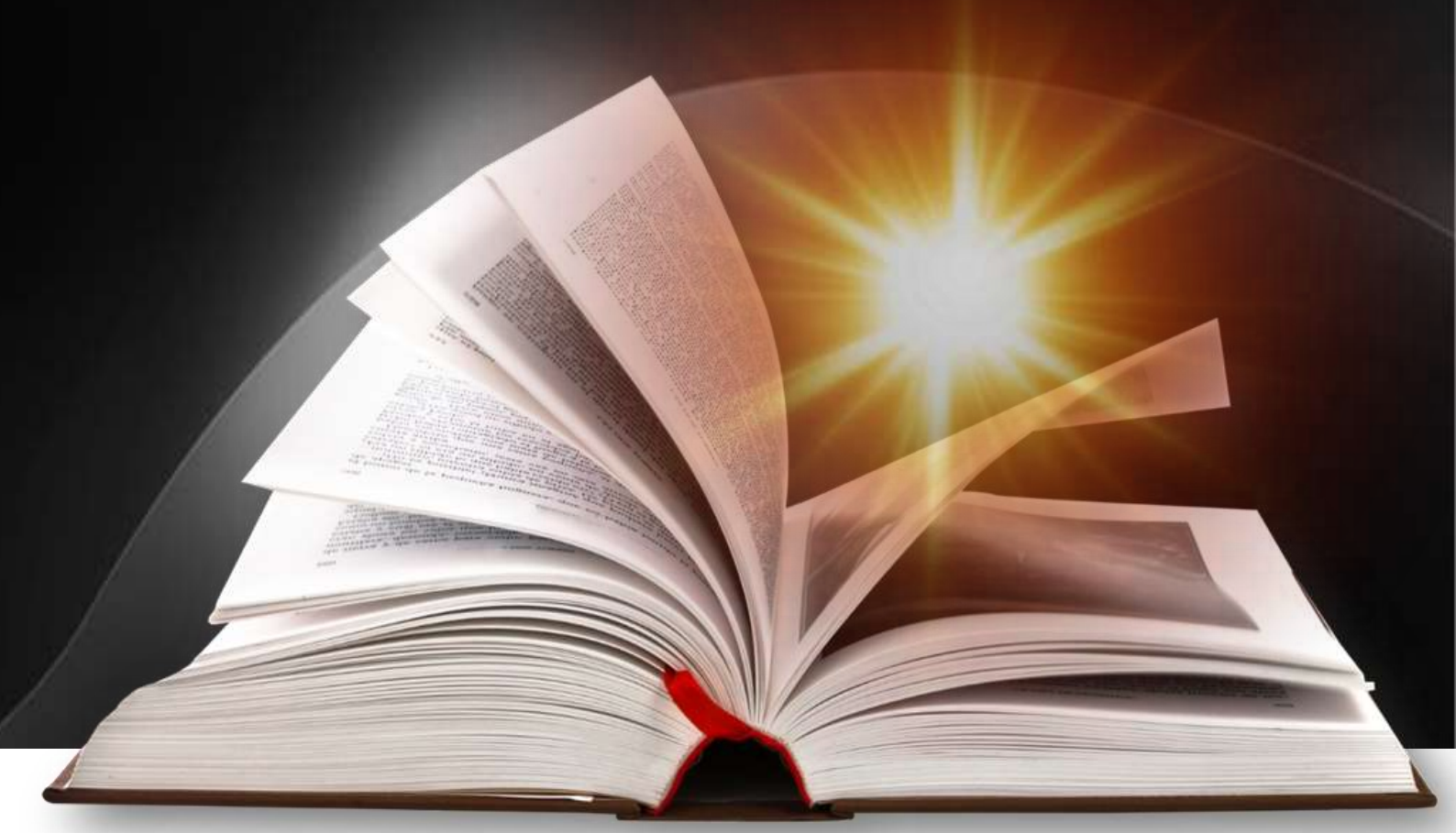
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 3, n°2, Mai - Août 2024

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Pour une mise en œuvre réussie de l'enseignement ouvert et à distance en RDC : L'impératif des partenariats public-privé

[For the successful implementation of open and distance learning in the DRC:
The Imperative of Public-Private Partnerships]

Valery NGOY NDALA
Enseignant-Chercheur, Promoteur de l'Université Virtuelle du Congo & Directeur d'Afrindala Group – Afriscience/ RD Congo
Email : info@uvc.university

Wilfred MUSHAGALUSA GANZA
Professeur à l'Université de DSCHANG/Cameroun
Spécialiste en Systèmes TIC du projet PAAF - projet du Gouvernement de la RD Congo, financé avec l'appui de la Banque Mondiale
Email : mushagalusa.wilfred@univ-dschang.org

Thierry ABANKWI IPAMA
Directeur - Chef de Service de l'Enseignement Ouvert et à Distance au Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire / RD Congo
E-mail : thierryabankwi@yahoo.fr

ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 30 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec un immense enthousiasme et une profonde conviction que nous vous invitons à explorer cet espace de réflexion, où la richesse de l'ingéniosité africaine se marie harmonieusement avec l'excellence académique, donnant naissance à une véritable symphonie de savoirs et d'innovations. Alors que le monde fait face à des défis multiples et complexes, la Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) se distingue comme un phare, éclairant les horizons inexplorés de la pensée africaine et universelle.

Nous vous convions à un voyage intellectuel unique, un périple au cœur de la créativité, de la réflexion et de l'engagement, où chaque page s'ouvre sur un monde en constante transformation. Dans cet espace de partage, les idées naissent souvent dans des contextes de résilience, de diversité et d'espoir, et elles y sont célébrées. Ces idées ne se contentent pas d'être le reflet des réalités africaines ; elles sont également le pont qui relie les cultures, reliant le local au global, le particulier à l'universel.

Dans ce numéro, les contributeurs mettent en lumière non seulement la science et l'innovation, mais aussi l'esprit de collaboration et de partage qui caractérise notre communauté de penseurs et de chercheurs venus de tous horizons. Ici, la rigueur scientifique se marie avec la passion, créant un espace vibrant où les voix des scientifiques résonnent, portées par l'engagement de ceux et celles qui œuvrent pour la transformation des sociétés. Les travaux présentés sont autant de témoignages d'un monde en perpétuelle évolution, où les perspectives croisées favorisent une compréhension plus profonde et plus nuancée des enjeux actuels.

À travers les pages de cette revue, le continent africain se dévoile dans toute sa complexité et sa diversité. Trop souvent perçu sous des prismes réducteurs, l'Afrique révèle ici ses multiples facettes, offrant ainsi un regard neuf et éclairant sur ses réalités. Chaque article,

chaque étude est une invitation à repenser ce que nous savons de l'Afrique et à redéfinir sa place dans le monde globalisé, tout en soulignant l'importance de ses contributions à la pensée mondiale.

Notre équipe éditoriale, soutenue par notre comité scientifique, s'engage à offrir une plateforme de qualité, où chaque publication est le fruit d'une collaboration enrichissante entre auteurs et évaluateurs. Ce processus de travail collectif assure non seulement la rigueur et la pertinence des contenus, mais aussi leur potentiel de transformation pour les sociétés africaines et au-delà.

Au fil de votre lecture, nous espérons que vous serez inspiré(e)s non seulement par la profondeur des réflexions et des analyses proposées, mais aussi par la mission qui guide notre revue : celle de positionner l'Afrique au cœur du discours mondial sur l'innovation et la recherche. Ensemble, construisons un avenir où la science africaine éclaire et inspire, non seulement les peuples africains, mais l'ensemble de l'humanité.

Rejoignez-nous dans cette aventure intellectuelle, et laissez-vous saisir par les innombrables possibilités offertes par un continent en effervescence créative et en quête d'un renouveau global.

Bonne lecture et bienvenue dans un monde de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali

- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun
- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo

- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo
- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire
- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso

- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo
- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Pour une mise en œuvre réussie de l'enseignement ouvert et à distance en RDC : L'impératif des partenariats public-privé

[For the successful implementation of open and distance learning in the DRC:
The Imperative of Public-Private Partnerships]

Valery NGOY NDALA
Enseignant-Chercheur, Promoteur de l'Université Virtuelle du Congo &
Directeur d'Afrindala Group – Afriscience/ RD Congo
Email : info@uvc.university

Wilfred MUSHAGALUSA GANZA
Professeur à l'Université de DSCHANG/Cameroun
Spécialiste en Systèmes TIC du projet PAAF - projet du Gouvernement de la RD Congo, financé avec l'appui de la Banque Mondiale
Email : mushagalusa.wilfred@univ-dschang.org

Thierry ABANKWI IPAMA
Directeur - Chef de Service de l'Enseignement Ouvert et à Distance au Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire / RD Congo
E-mail : thierryabankwi@yahoo.fr

Résumé

La République Démocratique du Congo (RDC) se prépare à déployer une Stratégie Nationale visant à rendre l'Enseignement Ouvert et à Distance (EOD) opérationnel dans son système éducatif. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) travaille actuellement à l'élaboration de cette stratégie, qui servira à intégrer, valoriser, encadrer et promouvoir l'EOD au niveau de l'enseignement supérieur. Cette initiative s'aligne sur les principes de la loi-cadre de l'éducation en RDC, qui reconnaît l'enseignement à distance comme un paliatif essentiel pour améliorer l'accès à l'éducation et favoriser sa démocratisation. Toutefois, le secteur de l'éducation fait face à des défis importants, notamment un accès limité pour la majorité de la population, l'insuffisance des ressources, et une intégration encore partielle des TIC dans les établissements d'enseignement supérieur. Ces obstacles restreignent l'accès à l'ESU à seulement 15 % des jeunes, accentuant ainsi la fuite des cerveaux congolais vers l'étranger, souvent dans le cadre de visas d'études. Cet article explore l'EOD comme une solution innovante pour améliorer l'accès et la qualité de l'éducation dans un contexte où le pays doit renforcer et moderniser son système éducatif. Il met en lumière l'urgence de développer des partenariats public-privé pour soutenir cette transformation, intégrer les technologies numériques et renforcer les infrastructures éducatives.

Mots-clés : enseignement à distance, partenariat public-privé, système LMD, éducation numérique, ESU, RDC

Abstract

The Democratic Republic of Congo (DRC) is preparing to implement a National Strategy to make Open and Distance Learning (ODL) operational within its educational system. The Ministry of Higher Education and University (ESU) is currently working on developing the strategy, which will serve to integrate, enhance, supervise, and promote ODL at the higher education level. This initiative aligns with the principles of the DRC's education framework law, which recognizes distance learning as a key alternative for improving access to education and promoting its democratization. However, the education sector faces significant challenges, including limited access for the majority of the population, insufficient resources, and the partial integration of ICTs into higher education institutions. These obstacles limit access to higher education to only 15% of the youth, further exacerbating the brain drain from Congo to foreign countries, often through study visas. This article explores ODL as an innovative solution to improve access to and the quality of education in a context where the country faces the need to strengthen and modernize its educational system. It highlights the urgency of developing public-private partnerships to support this transformation, integrate digital technologies, and enhance educational infrastructure.

Keywords : distance learning, public-private partnership, LMD system, digital education, ESU, DRC

0. Introduction

Le Système Educatif Congolais se heurte à des obstacles majeurs dans sa quête de développement et de modernisation. Trois défis centraux structurent ces problématiques : l'amélioration de l'accès à l'éducation et de l'équité, l'élévation de la qualité des apprentissages, ainsi que le renforcement de la gouvernance et de la gestion sectorielle (Stratégies sectorielles de l'éducation et de la formation, 2016-2025 ; Jonathan Enguta Mwenzi, 2022). En ce qui concerne l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU), un retard significatif persiste par rapport aux autres niveaux d'enseignement, notamment le primaire, le secondaire ainsi que l'enseignement technique et professionnel, reflétant un ensemble de défis structurels et organisationnels.

Le secteur de l'ESU en République Démocratique du Congo (RDC) se caractérise par plusieurs constats préoccupants :

1. **Accès restreint à l'ESU** : Seulement 15 % des jeunes Congolais accèdent à l'enseignement supérieur, alors que la jeunesse représente plus de 65 % de la population congolaise. La croissance démographique rapide, conjuguée à une faible expansion des infrastructures éducatives, accentue cette inadéquation entre l'offre et la demande éducative. Avec plus de 99 millions d'habitants, la RDC fait face à des défis majeurs en

matière de services publics, particulièrement en éducation, exacerbés par une urbanisation accélérée (Jonathan Enguta Mwenzi, 2020).

2. **Fuite des cerveaux** : De nombreux jeunes Congolais, attirés par des perspectives d'études supérieures plus favorables à l'étranger, émigrent pour poursuivre leur formation. Cependant, une fois partis, beaucoup choisissent de ne pas revenir, occasionnant ainsi une fuite des cerveaux, préjudiciable pour le développement du pays. Cette migration académique prive la RDC de compétences précieuses, tandis que ceux qui restent rencontrent des difficultés à accéder à une formation universitaire de qualité, limitant leur intégration effective dans le marché du travail. Les infrastructures éducatives locales, y compris l'intégration des technologies numériques, doivent être renforcées pour enrayer cette hémorragie de talents.
3. **Insuffisance des infrastructures d'accueil** : Le nombre croissant de diplômés de l'enseignement secondaire postulant à l'université dépasse la capacité d'accueil des institutions supérieures en RDC. Ce déficit d'infrastructures, combiné à un manque du personnel académique et scientifique qualifié, conduit à des salles de classe surpeuplées et à une dégradation des conditions d'apprentissage. Le manque d'investissements dans les infrastructures éducatives freine gravement la capacité des institutions à répondre aux besoins démographiques croissants.
4. **Déclin de la qualité de l'enseignement** : L'enseignement supérieur en RDC est également marqué par une diminution progressive de la qualité. L'âge moyen des enseignants congolais, estimé à 65 ans, souligne le problème de relève et de rajeunissement du personnel académique. De plus, l'absence de mobilité pour les enseignants complique la répartition équitable des compétences à travers le pays, conduisant souvent à une délégation des cours aux chefs de travaux et aux assistants, en dépit des réglementations qui l'interdisent. Cela contribue à la dégradation continue de la qualité de l'enseignement supérieur.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité du système éducatif congolais, exposant les limites de l'enseignement en présentiel et révélant la nécessité de repenser les modes d'apprentissage. Comme un navire en pleine tempête, le système éducatif congolais lutte pour maintenir le cap face aux défis croissants des conflits, de l'explosion démographique, et de la pauvreté persistante.

En plus de ces défis, le financement de l'éducation demeure un obstacle majeur. Avec moins de 1 % du PIB consacré à l'enseignement supérieur, le manque d'investissement public affecte directement la qualité et l'accessibilité de l'éducation en RDC (Dominique KABUYA wa KABUYA, 2022).

Ce déficit de financement nuit à la mise en œuvre des réformes nécessaires pour rendre le système éducatif plus équitable et résilient.

Malgré un cadre réglementaire et stratégique bien établi, notamment la Constitution de la RDC, la loi-cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national, et la Stratégie Sectorielle de l'Éducation et de la Formation 2016-2025 (SSEF), l'implémentation pratique reste un défi. Le plan National du Numérique – Horizon 2025 (RD Congo, 2019) et le Cadre Normatif du Système LMD (MINESU, 2018) posent les fondations pour l'enseignement ouvert et à distance (EAD), mais la RDC ne dispose pas encore d'une stratégie nationale cohérente et efficace pour sa mise en œuvre.

L'intégration des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans l'enseignement constitue une priorité pour le Législateur Congolais. L'article 42 de la Constitution stipule que "les pouvoirs publics ont l'obligation de protéger la jeunesse contre toute atteinte à sa santé, à son éducation et à son développement intégral". Par conséquent, l'introduction des NTIC dans le système éducatif, en particulier pour faciliter l'enseignement ouvert et à distance, représente une opportunité clé pour moderniser le secteur de l'éducation en RDC. Ces dispositions sont renforcées par des réglementations académiques récentes, telles que le Cadre Normatif du Système LMD (MINESU, 2018).

Dans cette perspective, l'enseignement ouvert à distance se présente comme une innovation majeure, capable de transformer le paysage éducatif congolais. Le Ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), avec le soutien de l'UNESCO, a lancé en février 2024 à Kinshasa, les travaux préparatoires à l'élaboration d'une stratégie nationale pour structurer et promouvoir l'enseignement à distance. Cette initiative vise à créer un cadre institutionnel robuste, en clarifiant la législation et en soutenant les projets liés à l'EAD, afin de répondre aux défis d'accès, d'équité, et de qualité dans l'enseignement supérieur.

Ainsi, l'enseignement en ligne, combiné à des partenariats public-privé aux niveaux national et international, pourrait offrir une réponse innovante et durable aux défis auxquels est confronté le système éducatif congolais. Cet article se propose d'explorer trois axes principaux : l'état des lieux de l'enseignement ouvert et à distance en RDC, les avantages de l'enseignement en ligne pour le Système Educatif Congolais, ainsi que les défis à relever et le rôle des partenariats public-privé pour consolider ces initiatives.

Cette réflexion s'inscrit dans une dynamique de transformation profonde de l'éducation en RDC, visant à intégrer les innovations technologiques tout en répondant aux besoins spécifiques du pays en matière de développement.

1. État des lieux de l'enseignement ouvert et à distance en République Démocratique du Congo

L'enseignement ouvert et à distance (EOD) en République Démocratique du Congo (RDC) demeure encore à ses débuts malgré des initiatives privées de plus en plus croissantes dans ce domaine. Le Projet d'Apprentissage et d'Autonomisation des Filles (PAAF), financé par la Banque mondiale, a permis d'évaluer l'état actuel des Plateformes d'enseignement en ligne dans le pays. Cet état des lieux révèle la présence de plusieurs Plateformes Numériques qui proposent des services d'EAD, mais ces initiatives restent largement isolées, non réglementées et confrontées à de nombreux défis.

La problématique principale réside dans l'absence de contrôle et de régulation des plateformes numériques. En dépit des avancées technologiques significatives, les diplômes obtenus par des formations exclusivement en ligne n'ont pas encore reçu de reconnaissance officielle par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU). Cette lacune non seulement décourage les potentiels apprenants, mais maintient également le pays à l'écart des évolutions modernes en matière d'éducation. De surcroît, cette situation soulève des inquiétudes quant au retard du pays par rapport aux normes régionales, en particulier celles édictées par la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et les recommandations issues de la première édition de la Semaine d'Apprentissage Numérique organisée par l'UNESCO.

Face à ces défis, le Ministère de l'ESU, en collaboration avec l'UNESCO, a organisé un atelier préparatoire du 28 février au 1er mars 2024 à Kinshasa. Cet atelier, réunissant une cinquantaine de responsables et cadres du secteur de l'ESU en Commission d'Experts, avait pour mission de concevoir une Stratégie Nationale pour la mise en œuvre effective de l'enseignement ouvert et à distance. Parmi les participants figuraient des représentants d'institutions diverses, y compris l'Ambassade de France, l'Administration centrale, la Commission Permanente des Études, les Conseils d'Administration, et plusieurs établissements d'enseignement supérieur. Le principal résultat de ces travaux a été la rédaction d'une feuille de route budgétisée, traçant les différentes étapes nécessaires à l'élaboration de cette Stratégie Nationale.

Le secteur de l'éducation en RDC bénéficie également d'un soutien renforcé au plus haut niveau de l'État. Le chef de l'exécutif congolais a fait de l'éducation numérique une priorité dans le cadre du Plan National du Numérique, qui prévoit l'intégration du numérique à tous les niveaux de l'éducation et de la formation. Le Plan National Sous-Sectoriel du Numérique (PNSN-ESU), Horizon 2025, énumère 40 projets numériques destinés à

réformer l'enseignement supérieur en RDC (Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, 2021).

1.1. Plateformes Numériques en RDC

Parmi les plateformes numériques disponibles en RDC, plusieurs se distinguent par leur capacité à offrir des solutions d'enseignement à distance :

- **Université.cd** : Cette plateforme propose des formations en ligne pour les universités et instituts supérieurs congolais (7sur7.cd, 2019).
- **Schoolap** : Application mobile disponible sur Android, offrant des cours en vidéo et en texte en fonction du niveau d'étude des apprenants (Adoni Conrad Quenum, 2024).
- **Eclass.rdc** : Développée par SmartApps Company SARLU, cette application a été testée dans des écoles de Kinshasa durant l'année scolaire 2020-2021, montrant son potentiel pour compléter les programmes éducatifs via l'enseignement à distance (Radio Okapi, 2020).
- **ecampus.ac.cd** : Plateforme développée par Astria Learning, collaborant avec des universités telles que l'Université de Kolwezi (UNIKOL) et l'Université Pédagogique Nationale du Congo (UPN) pour des solutions d'apprentissage en ligne.
- **VODA EDUC** : Application de formation à domicile développée par Vodacom RDC, bien que son accessibilité reste limitée, comme l'indiquent les critiques des utilisateurs sur les réseaux sociaux (Actualité.cd, 2020).
- **Educ TV** : Service de diffusion de cours en direct mis en place par le ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), actuellement limité à Kinshasa.

1.2. Universités et Instituts Supérieurs Organisant l'Enseignement à Distance

L'enseignement supérieur en RDC est à un tournant stratégique entre innovation numérique et défis traditionnels liés à l'accès et à la qualité de l'éducation. Voici un aperçu des initiatives prises par certaines des principales universités congolaises :

- **Université de Kinshasa (UNIKIN)** : L'une des plus anciennes et grandes institutions d'enseignement supérieur en RDC, l'UNIKIN a montré un leadership notable en intégrant l'enseignement à distance. Pendant la pandémie de COVID-19, certaines facultés, telles que l'École de Santé Publique, ont lancé des projets d'enseignement en ligne pour assurer la continuité pédagogique. L'UNIKIN vise maintenant à

développer et pérenniser ces efforts en explorant des partenariats internationaux pour enrichir son offre d'enseignement à distance et hybride.

- **Université Loyola du Congo (ULC)** : Institution privée catholique à Kinshasa, l'ULC s'efforce d'intégrer l'enseignement à distance dans ses programmes. Bien que les initiatives soient encore modestes, l'ULC utilise des plateformes numériques pour certains programmes académiques, mettant l'accent sur la qualité de l'enseignement tout en explorant des perspectives d'extension.
- **Université Nouveaux Horizons (UNH) à Lubumbashi** : L'UNH explore activement l'enseignement en ligne et a commencé à mettre en place des cours pour ses facultés. L'institution vise à devenir un acteur clé de l'éducation numérique dans la région du Katanga en collaborant avec des partenaires technologiques et éducatifs.
- **Université Catholique du Congo (UCC)** : Reconnue pour ses formations en théologie et sciences sociales, l'UCC cherche à étendre son offre en ligne pour toucher un public plus large, incluant les étudiants vivant hors de Kinshasa. La transition vers l'enseignement à distance s'accompagne d'une réflexion sur l'alignement des programmes avec les normes internationales et les besoins locaux.
- **Université de Lubumbashi (UNILU)** : Située dans le sud de la RDC, l'UNILU a fait des progrès notables en matière d'enseignement à distance, notamment avec l'École de Santé Publique. L'université travaille sur un programme plus étendu grâce à des partenariats avec des institutions internationales telles que l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES).
- **Institut Supérieur des Techniques Médicales Saint Joseph de Likasi (ISTM St Joseph)** : Depuis 2020, cet institut organise des enseignements à distance pour des filières telles que la kinésithérapie et la gérontologie, s'appuyant sur des partenaires internationaux comme la Chaîne de l'Espoir et la Haute École Robert Schuman de Belgique.
- **Université de Kalemie** : A expérimenté l'enseignement à distance en collaboration avec l'Académie présidentielle russe pour l'administration et l'économie (RANEPA).
- **Université Virtuelle du Congo (UVC)** : avec un accent sur la coopération interuniversitaire, elle vise à promouvoir l'EOD en RDC. L'UVC offre des solutions adaptées aux établissements d'enseignement supérieur, encourage le réseautage interuniversitaire au niveau africain et international, et fournit un accès à la première bibliothèque numérique francophone, CAIRN en plus de ses revues et maisons d'édition.

- **Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kolwezi (ISTM Kolwezi)** : Possède une expérience de plus de cinq années académiques dans l'enseignement à distance.

Parmi d'autres institutions d'enseignement supérieur en RDC qui mettent en œuvre l'enseignement à distance, on trouve :

- L'Université Chrétienne Bilingue au Congo de Beni (UCBC/BENI)
- Open Learning University de Beni (OPLU/BENI)
- Université de Lisala
- Université Officielle de Ruwenzori à Butembo
- Université Don Bosco de Lubumbashi
- Université de Développement Durable en Afrique Centrale (UDDAC)
- Université de l'Uélé à Isiro
- Institut Supérieur des Techniques Médicales d'Isiro (ISTM-Isiro)
- Institut Supérieur de Commerce d'Uvira (ISC UVIRA)

Notons cependant que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) a reconnu les défis associés à la création et à la gestion de contenus d'enseignement en ligne. Dans le **Plan National Sous-Sectoriel du Numérique (PNSN-ESU)** Horizon 2025, le ministère a identifié des priorités pour l'enseignement à distance, incluant : (i) la création de classes en ligne et hybrides, (ii) la création de cours en ligne, (iii) la gestion des classes en ligne, et (iv) l'évaluation des étudiants en ligne (Ministère de l'ESU, 2021). Cependant, nombreuses sont les plateformes actuelles en RD Congo qui peinent à remplir pleinement ces critères, en raison de lacunes technologiques, de financement insuffisant, et d'un cadre réglementaire encore incomplet.

Parmi les initiatives qui répondent aux exigences établies par le ministère, l'**Université Virtuelle du Congo (UVC)** se distingue comme une alternative prometteuse portée par une structure de la société civile : Afrindala Group. L'UVC a réussi à remplir les critères de création et de gestion de contenus éducatifs en ligne, mais fait face à des défis législatifs. Actuellement, un projet de loi visant à réguler l'enseignement ouvert et à distance est en cours d'examen. Cette législation est cruciale pour établir un cadre juridique solide permettant de légitimer les diplômes obtenus par voie numérique et de renforcer l'intégration de l'enseignement à distance dans le système éducatif congolais.

1.3. De la légalité de l'Enseignement à Distance en République Démocratique du Congo[1]

[1] YAV & ASSOCIATES. (2022, 2 juillet).

Loin d'être un palliatif en période de crise, en République Démocratique du Congo, la légalité de l'Enseignement à distance a une longue histoire. En effet, il fut institué depuis 1971, sous l'ordonnance présidentielle n°017-55 du 26 mars 1971 par feu le Président Mobutu et ensuite par la loi-cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national qui a même introduit les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans le système éducatif (Loi-cadre n° 14/004, 2014). Aux termes de l'article 7 de la loi-cadre, il faut entendre par Enseignement à distance, la technique mise en œuvre pour assurer la formation à distance au moyen de dispositifs des technologies de l'information et de la communication (Loi-cadre n° 14/004, 2014). Cette loi à son Article 18 dispose que : "L'enseignement national assure l'éducation aux technologies de l'information et de la communication en tenant compte des besoins de la société et des questions éthiques en vue de faire face aux défis présents et futurs dans ce domaine. À cet effet, l'État promeut l'enseignement à distance" (Loi-cadre n° 14/004, 2014).

L'on peut toutefois se demander sur l'effectivité de cette promotion faite par le Gouvernement depuis la promulgation de ces lois progressistes. Heureusement que des signaux positifs sont désormais lancés avec :

- Pour matérialiser cela et répondre aux exigences de promouvoir l'enseignement à distance, les États Généraux de l'ESU tenus à Lubumbashi du 6 au 14 septembre 2021 ont consacré 20 résolutions (de 217 à 237) au Numérique car l'arrimage du système d'enseignement congolais au Système LMD exige d'améliorer les infrastructures pédagogiques surtout celles liées aux nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) (États Généraux de l'ESU, 2021).
- Spécifiquement à l'Enseignement ouvert à distance, il existe une Direction de l'Enseignement Ouvert à Distance qui a pour attributions :
  - Promouvoir la formation à distance ;
  - Aider les personnes qui travaillent à parfaire leurs études tout en restant dans leurs milieux ;
  - Acquérir les connaissances et compétences nécessaires dans la vie courante ;
  - Assurer une instruction équitable aux adultes et aux jeunes de tous les milieux sociaux ;
  - Permettre à des étudiants et des salariés en formation continue, en restant dans leurs provinces, leurs milieux d'habitation et en continuant de travailler pour un diplôme de niveau graduat, licence, doctorant ;
  - Participer à l'élaboration des programmes des cours et à leur mise en œuvre ;
  - Assurer le suivi et le contrôle de l'application (États Généraux de l'ESU, 2021).
- Il sied également de relever qu'il est créé un ministère chargé du numérique qui doit jouer un rôle important ensemble avec le Ministère de

l'ESU pour la matérialisation de l'Enseignement à Distance. (RD Congo (2019)

De manière générale, en ce qui concerne la légalité de l'enseignement à distance, il convient de souligner que les bases sont déjà en place. Rien ne s'y oppose, car le cadre juridique et statutaire de l'enseignement hybride ou à distance est établi ; il ne manque que le courage politique pour faire du numérique une pratique éducative courante. Toutefois, les obstacles persistants résident principalement dans la décision de l'ancien Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) de ne pas reconnaître les diplômes obtenus entièrement en ligne. Cette interdiction est non seulement contraire aux dispositions légales existantes, mais elle contredit également les objectifs définis par les lois en vigueur, notamment la loi-cadre de l'enseignement. Cependant, les travaux en cours au sein du Ministère de l'ESU, en collaboration avec ses partenaires, visent à résoudre cette question de la légalité en mettant en place une Stratégie nationale pour les enseignements ouverts et à distance en RDC. Cette stratégie devrait s'appuyer sur, ou être renforcée par, des textes juridiques et réglementaires facilitant ce type d'enseignement.

2. Les atouts de l'enseignement en ligne en RDC

L'enseignement en ligne représente une opportunité stratégique pour le développement du secteur éducatif en République Démocratique du Congo (RDC). Ce modèle éducatif offre des avantages significatifs qui peuvent contribuer à surmonter les défis structurels du Système Educatif Congolais, notamment en ce qui concerne l'accessibilité, la qualité de l'enseignement et l'intégration internationale. Voici une analyse synoptique des principaux atouts de l'enseignement en ligne en RDC.

2.1. Démocratisation de l'accès à l'éducation face aux exigences du Système LMD

L'enseignement en ligne permet de réduire les barrières géographiques, démographiques, physiques et financières, offrant ainsi à un plus grand nombre d'étudiants la possibilité de poursuivre des études supérieures, en particulier dans le contexte du système LMD (Licence-Master-Doctorat), adopté progressivement en RDC. Ce système impose des exigences accrues en termes d'organisation académique, d'évaluation continue, et de production de travaux de recherche, nécessitant une flexibilité accrue pour les étudiants.

En République Démocratique du Congo (RDC), où les infrastructures d'enseignement supérieur de qualité sont principalement concentrées dans les grandes villes, l'enseignement en ligne émerge comme une solution potentielle pour les étudiants vivant dans les zones rurales ou issus de

familles à faibles revenus. Avec 53 % de la population résidant en milieu rural, ces zones représentent une part significative de la population totale, ce qui souligne l'importance de repenser le système éducatif pour inclure ces régions (Macrotrends LLC, 2024). L'accès à une éducation de qualité y demeure limité, ce qui appelle à une implication accrue des partenaires pour fournir des ressources scolaires, des équipements informatiques, ainsi qu'une connexion Internet fiable. En effet, les coûts associés à l'éducation en présentiel, notamment les frais de transport, de logement et de subsistance dans les centres urbains, rendent l'accès à l'enseignement supérieur extrêmement difficile pour de nombreuses familles.

Les EOD donc comme un prolongement de l'autoroute de savoir partant des Centres Urbains vers des milieux ruraux dépourvus des infrastructures universitaires. Ceci dit, l'enseignement en ligne permet de réduire ces obstacles financiers, géographiques et physique, en offrant aux étudiants la possibilité d'étudier depuis leur domicile et de pratiquer leur enseignement directement dans leur contexte social. Des plateformes numériques peuvent ainsi commencer à jouer un rôle crucial en fournissant des ressources éducatives en ligne accessibles à une population plus large.

Par ailleurs, la massification des étudiants dans les auditoires des universités publiques, un problème bien documenté en RDC, nuit également à la qualité de l'enseignement. Dans certaines institutions, les auditoires peuvent compter jusqu'à plus de 500 étudiants, rendant difficile une interaction significative entre enseignants et étudiants. L'intégration des enseignements en ligne permettra, à coup sûr, de décongestionner les salles de classe surchargées, en répartissant les étudiants dans des environnements numériques où ils peuvent recevoir un suivi plus personnalisé. Des études ont montré que l'enseignement en ligne peut significativement améliorer la qualité de l'éducation dans des contextes où les ressources pédagogiques sont limitées (Normand, J., 2020 ; Luc Massou, Cathia Papi et Hélène Pulker, 2020).

2.2. Flexibilité

L'un des avantages majeurs de l'enseignement en ligne réside dans sa flexibilité. Contrairement à l'enseignement traditionnel en présentiel, qui exige une présence physique à des horaires fixes, l'enseignement en ligne permet aux apprenants d'adapter leur emploi du temps en fonction de leurs contraintes personnelles et professionnelles. Cette flexibilité est particulièrement bénéfique pour les étudiants qui travaillent ou qui ont des responsabilités familiales. (Université Laval., 2024). En RDC, où une grande partie des jeunes sont engagés dans des activités économiques informelles pour subvenir à leurs besoins, la possibilité d'étudier à leur propre rythme représente un atout considérable. Selon les statistiques, 65 % des étudiants congolais travaillent à temps partiel ou à plein temps pendant leurs études.

L'enseignement en ligne leur permet de combiner plus facilement leurs engagements contractuels avec leurs études, sans pouvoir l'une ou l'autre activité.

2.3. Mise à jour rapide des contenus pédagogiques

L'enseignement en ligne permet une mise à jour rapide et continue des contenus pédagogiques, ce qui est essentiel dans un monde en constante évolution technologique et sociétale. Contrairement aux programmes d'enseignement en présentiel, qui peuvent nécessiter plusieurs années pour être révisés, les contenus en ligne peuvent être ajustés rapidement pour refléter les dernières avancées dans un domaine donné. En RDC, où les curricula académiques sont souvent jugés obsolètes, cette capacité à adapter les contenus éducatifs en temps réel représente un avantage crucial pour les apprenants et permet aux Enseignants de s'ouvrir à travers l'univers scientifique étant donné que l'accès à leur contenu pédagogique sera non seulement à la porter des apprenants mais également à tout l'univers scientifique (Enseignants, Chercheurs, Apprenants… d'autres cieux).

2.4. Collaboration internationale

L'enseignement en ligne favorise également les collaborations internationales, permettant aux institutions congolaises d'établir des partenariats avec des universités et des organisations étrangères. Ces partenariats ouvrent des opportunités pour les étudiants d'accéder à des ressources pédagogiques de qualité, de participer à des programmes d'échange virtuel et de bénéficier d'une exposition à des pratiques éducatives diversifiées. En outre, ces collaborations renforcent la capacité des institutions congolaises à intégrer les meilleures pratiques internationales dans leurs programmes académiques.

Notons donc que l'enseignement en ligne en RDC offre des opportunités considérables pour démocratiser l'accès à l'éducation, améliorer la flexibilité des études, adapter les contenus pédagogiques aux évolutions actuelles et renforcer la collaboration internationale. Bien que des défis subsistent, notamment en ce qui concerne les infrastructures technologiques et le cadre réglementaire, ces atouts positionnent l'enseignement en ligne comme un levier crucial pour moderniser le système éducatif congolais et le rendre plus inclusif et compétitif.

3. Les défis à relever et la nécessité des partenariats-publics privés

Les partenariats public-privé, qu'ils soient bilatéraux ou multinationaux, jouent un rôle crucial dans le développement de l'enseignement en ligne en République Démocratique du Congo (RDC). Ces collaborations permettent

de combler les lacunes structurelles, humaines (Expertise) et financières auxquelles le pays fait face dans le secteur de l'éducation.

En partiulier, l'implémentation de l'enseignement en ligne en République Démocratique du Congo (RDC) se heurte à de nombreux défis. Pourtant, ce modèle constitue un potentiel considérable pour démocratiser l'accès à l'éducation en même tant qu'il présente une opportunité non négligeable de partenariat pour des opérateurs dont le centre d'intérêt touche à l'éducation en général et particulièrement à l'EOD. Comme le souligne Ntibashirakandi (2022), "préalablement à tout cours à distance, il est indispensable de préparer l'infrastructure matérielle, de recruter et former des tuteurs qui accompagnent et aident les étudiants dans leur apprentissage, d'identifier le porteur de projet et de s'assurer de sa capacité d'agir". A cela s'ajoute le besoin de développer et d'assurer la mise en train des logiciels informatiques bien adaptés, de créer des espaces de discussions et d'échange entre apprenants et formateurs, de créer des espaces de recherche en des divers domaines, avec des contenus pertinents : bibliothèques et laboratoires, etc. Autant de défis, liés en plus à certains préalables ou exigences technologiques, qui en appelle à l'implication active des partenaires publics et privés, tant nationaux qu'internationaux, pour les relever.

3.1. La fracture numérique et énergétique

La fracture numérique constitue l'un des principaux obstacles à l'enseignement en ligne en RDC. L'accès à Internet est extrêmement limité, notamment dans les zones rurales. Selon la Banque Mondiale (2016), le taux de pénétration d'Internet en RDC est l'un des plus faibles d'Afrique, avec seulement 4,2 % de la population ayant accès à Internet. Cette situation est exacerbée par le coût élevé des services Internet, qui reste prohibitif pour la majorité des Congolais.

En outre, l'accès aux équipements informatiques est également un défi majeur. Beaucoup d'étudiants n'ont pas les moyens de se procurer des ordinateurs ou des tablettes, essentiels pour suivre des cours en ligne. C'est dans ce contexte que les partenariats public-privé, bilatéraux et multinationaux, peuvent jouer un rôle crucial. Par exemple, des initiatives comme celles de Vodacom RDC, qui a développé la plateforme VODA EDUC, montrent comment les entreprises privées peuvent fournir des infrastructures numériques et des équipements à moindre coût (Actualité.cd, 2020). De plus, l'initiative Ecampus.ac.cd, menée par Astria Learning, montre comment une entreprise privée peut fournir des solutions d'apprentissage en ligne en RDC, en partenariat avec des universités locales telles que l'Université Pédagogique Nationale et l'Université de Kolwezi (Astria Learning, 2022).

Le problème de la fracture énergétique est tout aussi critique. En 2013, le taux d'électrification en RDC était seulement de 9 %, selon l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Ce manque d'accès à l'électricité empêche non seulement les étudiants de suivre des cours en ligne, mais aussi les établissements d'enseignement de mettre en place des infrastructures numériques de manière efficace. Dans ce contexte, les partenaires internationaux, tels que l'USAID et l'Union Européenne, pourraient contribuer en investissant dans des projets visant à améliorer l'accès à l'électricité, notamment par le biais de solutions énergétiques renouvelables, comme l'énergie solaire.

3.2. La qualité de la connectivité

La qualité de la connexion Internet en RDC est un autre défi de taille. La majorité des utilisateurs doivent composer avec une connexion lente et instable, ce qui rend difficile l'utilisation efficace des plateformes d'enseignement en ligne. Selon Campus France (2020), la participation à un enseignement en ligne dans beaucoup de régions de la RDC est soumise à des contraintes technologiques majeures, telles que la couverture Internet limitée.

Les partenariats avec des opérateurs de télécommunications, comme ceux observés avec Vodacom RDC, peuvent contribuer à améliorer l'infrastructure de connectivité dans les zones mal desservies. De plus, des acteurs multinationaux tels que la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD) ont lancé des initiatives pour renforcer l'infrastructure numérique en Afrique, y compris en RDC. Par exemple, le projet Digital Economy for Africa (DE4A) de la Banque Mondiale vise à élargir l'accès à Internet et à améliorer la qualité de la connectivité en Afrique subsaharienne (Banque Mondiale, 2021).

3.3. La formation des enseignants

Un autre défi majeur est la formation des enseignants. Comme l'indique Plumat (2023), la formation aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les enseignants comporte plusieurs volets : la formation technique et la préparation à l'intégration des applications TIC dans les programmes d'enseignement. Beaucoup d'enseignants en RDC n'ont pas reçu une formation adéquate pour utiliser efficacement les outils numériques dans leur enseignement, ce qui limite l'efficacité des programmes d'enseignement en ligne. Les partenariats avec des institutions étrangères et des entreprises technologiques peuvent aider à surmonter ce problème en offrant des programmes de formation continue aux enseignants.

3.4. La reconnaissance des diplômes

La question de la reconnaissance des diplômes obtenus en ligne demeure un obstacle important en RDC. Jusqu'à présent, les diplômes délivrés à des étudiants ayant suivi des formations en ligne ne sont pas reconnus par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU). Cette situation décourage de nombreux étudiants et freine le développement de l'enseignement en ligne dans le pays.

Il est crucial de mettre en place un cadre réglementaire clair pour l'agrément des institutions d'enseignement en ligne et la reconnaissance officielle des diplômes. L'implication des partenaires internationaux, comme l'UNESCO, peut aider à renforcer les capacités institutionnelles en RDC et à établir des standards de qualité pour l'enseignement en ligne. En effet, des études ont montré que les cours en ligne peuvent être aussi efficaces et rigoureux que l'enseignement traditionnel (UNH, 2024). La collaboration avec des organisations internationales peut également aider à harmoniser les systèmes de reconnaissance des diplômes entre la RDC et d'autres pays, facilitant ainsi la mobilité académique et professionnelle.

3.5. Développement des contenus pédagogiques de qualité

Les partenariats avec des institutions étrangères sont également essentiels pour l'élaboration de contenus pédagogiques de qualité. Ces institutions apportent leur expertise en conception pédagogique, en production de contenus multimédias, et en intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement.

L'exemple notable est le partenariat entre l'Université de Lubumbashi (UNILU) et l'Université Libre de Bruxelles (ULB) dans le cadre du programme de renforcement des capacités en matière d'enseignement hybride et à distance. Ce partenariat permet de co-développer des ressources pédagogiques adaptées aux besoins locaux tout en respectant les normes internationales. La participation d'organisations internationales, telles que l'UNESCO, à la création de la Stratégie Nationale pour l'enseignement ouvert et à distance en RDC, souligne l'importance de ces partenariats pour le développement de contenus éducatifs appropriés (UNESCO, 2024).

4. Conclusion

L'enseignement en ligne en République Démocratique du Congo (RDC) représente un levier majeur pour améliorer l'accès à l'éducation et rehausser la qualité de l'enseignement supérieur. Toutefois, le pays accuse un retard considérable dans ce domaine, et prolonger cet écart serait synonyme de sacrifier l'avenir de la jeunesse congolaise. Face à cette urgence, la RDC se doit de répondre aux exigences répétées de la SADC et de suivre les recommandations formulées lors de la première édition de la Semaine

d'Apprentissage Numérique organisée par l'UNESCO, auxquelles le pays avait activement participé. Il s'agit d'une priorité incontournable de promouvoir l'Enseignement Ouvert et à Distance (EOD).

C'est dans ce contexte que Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) a constitué une Commission d'Experts. Cette commission a pour mission d'élaborer une Stratégie Nationale visant la mise en œuvre effective, efficiente et durable de l'EOD en RDC. Cette initiative ne peut cependant se concrétiser sans un solide soutien des partenariats public-privé, qu'ils soient bilatéraux ou multinationaux.

L'état des lieux de l'EOD en RDC, que nous avons dressé, révèle plusieurs défis majeurs auxquels ces partenariats peuvent et doivent répondre en priorité. Les principaux axes d'intervention se concentrent sur :

Renforcement des infrastructures numériques et énergétiques : Il est impératif de développer des infrastructures robustes, en particulier dans les zones rurales, pour garantir un accès équitable à l'enseignement en ligne. Cela inclut non seulement l'internet haut débit, mais aussi des solutions énergétiques durables pour soutenir cette transition.

Formation continue des enseignants : L'intégration des TIC dans l'éducation nécessite que les enseignants soient formés régulièrement aux nouvelles technologies. Un programme de formation continue doit être instauré afin de leur permettre d'utiliser efficacement les outils numériques dans leurs pratiques pédagogiques.

Établissement d'un cadre réglementaire solide : La mise en place d'un cadre juridique clair est essentielle pour l'accréditation des diplômes obtenus en ligne. En collaboration avec des partenaires internationaux, ce cadre doit garantir la qualité des formations dispensées ainsi que la reconnaissance des diplômes au niveau national et international.

Soutien des partenaires internationaux : Au-delà du financement, il est crucial d'élargir la coopération avec des organisations telles que l'UNESCO et l'UNICEF. Leur expertise technique est indispensable pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies numériques adaptées aux besoins de la RDC.

En définitive, l'implication active des partenaires public-privé, bilatéraux et multinationaux, est cruciale pour surmonter les défis liés à l'EOD dans notre système éducatif. C'est à travers cette synergie que la jeunesse congolaise pourra accéder à une éducation ouverte et à distance de qualité, capable de transformer l'avenir du pays.

5. Bibliographie

7sur7.cd (2019), RDC : "Université.cd", une plateforme de formation en ligne pour les universités et instituts supérieurs congolais. Consulté le 19 août 2024 à 18h00, de https://7sur7.cd/2019/07/22/rdc-universitecd-une-plateforme-de-formation-en-ligne-pour-les-universites-et-instituts

Actualité.cd. (2020, juin 25). *Enseignement à distance en RDC en temps de pandémie de COVID-19: Leure ou réalité?* Actualité.cd. Consulté le 18 août 2024 à 14h59, de https://actualite.cd/index.php/2020/06/25/enseignement-distance-en-rdc-en-temps-de-pandemie-de-covid-19-leure-ou-realite

Cabinet du Président de la République (2011), *Constitution de la République démocratique du Congo, Modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006* (Textes coordonnés). Journal Officiel de la République Démocratique du Congo. 52ème Année Kinshasa - 5 février 2011, Numéro Spécial

Campus France. (2020, novembre). *L'enseignement à distance en Afrique subsaharienne : États des lieux, enjeux et perspectives* (Notes N°63). Rubrik C. https://www.campusfrance.org

Enguta Mwenzi, J. (2020), « Le système éducatif de la République démocratique du Congo et ses principaux défis », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 85 | 2020, 23-29.

Global Education Monitoring Report Team. (2024). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2023: Les technologies dans l'éducation: Qui est aux commandes?* UNESCO. https://doi.org/10.54676/ZGKD9418

Kabuya wa Kabuya, D. (2022). *Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur : République Démocratique du Congo*. Ministère de l'ESU, RD Congo. (15 avril 2022). [Direction d'Études et Planification].

Loi-cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national

Luc Massou, Cathia Papi et Hélène Pulker (2020), « Des ressources aux pratiques éducatives libres : quelle réappropriation dans la formation ouverte et à distance ? », *Distances et médiations des savoirs* [En ligne], 31 | 2020, mis en ligne le 16 octobre 2020, consulté le 21 août 2024. URL : http://journals.openedition.org/dms/533 ; DOI : https://doi.org/10.4000/dms.5338

Macrotrends LLC. (2024). Democratic Republic of Congo Rural Population 1960-2024. https://www.macrotrends.net/global-metrics/countries/COD/democratic-republic-of-congo/rural-population

Makutu, D. (2020). L'enseignement en ligne à l'Université Catholique du Congo : Une réalité au-delà d'un simple rêve ! [En ligne]. Université Catholique du Congo. https://ucc.ac.cd/index.php/2020/05/21/lenseignement-en-ligne-a-luniversite-catholique-du-congo-une-realite-au-dela-dun-simple-reve/

Mastercard Foundation. (2023). *Mastercard Foundation Scholars Program*. Mastercard Foundation. Consulté le 23 août 2024, à 10 : 30, à l'adresse : https://mastercardfdn.org/all/scholars/

MINESU. (2018). Cadre Normatif du Système LMD en République Démocratique du Congo. Kinshasa: Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. (2021). *Plan National Sous-Sectoriel du Numérique (PNSN-ESU) Horizon 2025 : 40 Projets Numériques pour Réformer l'ESU*. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

Mwenzi, Jonathan Enguta. Kitumba, Reagan Ngonzo. (2022) Efficacité et enjeux de la réforme de la gratuité de l'enseignement primaire en République démocratique du Congo. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. DOI: 10.4000/ries.13164

Normand, J. (2020). Pédagogies et outils numériques: Entre richesse apparente et difficultés réelles de mises en œuvre. *Revue Lumen Vitae*, LXXV, 155-165. https://doi.org/10.2143/LV.75.2.3287702

Ntibashirakandi, L. (2022). *Facteurs de succès de l'intégration du numérique dans l'enseignement supérieur africain francophone*. Université Libre de Bruxelles, Centre d'Appui Pédagogique.

Plumat, J. (2023). *Analyse comparative des universités virtuelles francophones en Afrique*. Rapport d'analyse pour l'AUF.

Quenum, A. C. (2024). *RD Congo : avec ses plateformes web et mobile, Schoolap propose des cours en ligne aux apprenants*. WeAreTech. https://www.wearetech.africa/fr/fils/solutions/rd-congo-avec-ses-plateformes-web-et-mobile-schoolap-propose-des-cours-en-ligne-aux-apprenants

Radio Okapi. (2020). *La RDC expérimente l'enseignement à distance*. . Consulté le 17 août 2024, à 15:18, à l'adresse : https://www.radiookapi.net/2020/10/07/actualite/education/la-rdc-experimente-lenseignement-distance (Consulté le 17 août 2024).

RD Congo (2019). *Plan National du Numérique. Horizon 2005*. Kinshasa: Présidence de la République.

UNESCO. (2024). *UNESCO. (2024). Atelier préparatoire pour l'élaboration de la stratégie nationale d'enseignement ouvert et à distance en RDC. UNESCO.* . UNESCO. Consulté le 20 août 2024, à 20:50, à l'adresse : https://www.unesco.org/fr/articles/la-mise-en-oeuvre-de-la-recommandation-sur-les-ressources-educatives-libres-en-rdc

UNH. (2024). *L'apprentissage en ligne*. Consulté le 17 août 2024, à 12:10, à l'adresse : https://www.unhorizons.org/lapprentissage-en-ligne/

Université Laval. (2024). *Guide des bonnes pratiques de l'enseignement en ligne*. https://www.enseigner.ulaval.ca/pedagogie/guide-des-bonnes-pratiques-de-lenseignement-en-ligne

YAV & ASSOCIATES. (2022, 2 juillet). *De la légalité de l'Enseignement à Distance en République Démocratique du Congo*. Fiche pratique. https://www.legavox.fr/blog/yav-associates/legalite-enseignement-distance-republique-democratique-32698.pdf